

Le 8 février 2024

La mobilisation intersyndicale du 7 février à la mairie a été une réussite !

Elle montre la détermination des enseignant.e.s béglais.e.s à reprendre la main sur la question des rythmes scolaires et sur **la revendication d'un retour à 4 jours.**

On voit qu'elles et ils savent se faire entendre !

La loi sur les rythmes scolaires, c'est la règle que confirment les exceptions, puisque **93%** des communes françaises sont revenues à 4 jours, et **97%** en Gironde, et ce chiffre va augmenter du fait de la suppression du fonds de soutien aux activités périscolaires.

L'action intersyndicale de ce 7 février montre donc la détermination des enseignant.e.s à **dire non à cette organisation du temps scolaire**, qui fait que celles et ceux à qui s'imposent les 4,5 jours subissent une **inégalité de traitement** par rapport à la quasi-totalité des écoles fonctionnant à 4 jours.

Oui, la colère gronde, comme à Mérignac, Lormont, Cenon, où des RIS ont permis de redonner vie à la mobilisation.

L'entêtement de quelques maires montre **l'arbitraire** auquel le pouvoir local soumet l'organisation de notre travail.

Car les rythmes scolaires à 4,5 jours contribuent non seulement à la **dégradation de nos conditions de travail**, mais aussi représentent une **charge financière supplémentaire**, avec un déplacement en plus le mercredi, à l'heure où les carburants ont connu une très forte hausse, et les prix dans l'alimentation ont bondi de 27 %, **et nos salaires sont bloqués**, sans parler **des problèmes de garde d'enfants** qu'ils occasionnent.

Quant à l'intérêt des élèves, **aucune étude ne montre le bienfait de la semaine de 4,5 jours** telle qu'elle a été mise en place.

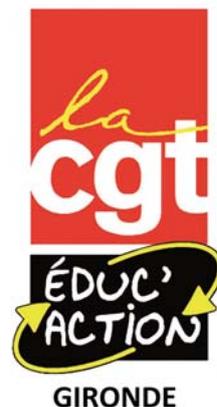
De plus, **les politiques d'austérité et de baisse de la dépense publique** font et feront que le maintien des 4,5 jours se fait au **détriment de dispositifs existants.**

Et avec la fin des financements des TAP, la mairie rognera donc encore plus sur d'autres financements pour l'école.

CGT Éduc'Action33 : Bourse du travail, Bureau 101,
44 Cours Aristide Briand 33000 BORDEAUX
Tel : 05 56 91 80 54

Courrier électronique : cgteducaction33@gmail.com

Pour te syndiquer flashe ici



Une mobilisation d'ampleur du secteur de l'éducation se manifeste en ce moment, d'abord par la grève du 1er février, qui se poursuit par la reconduction de la grève et d'actions cette semaine, sur des revendications de conditions de travail et de salaire, contre le choc des savoirs et le tri social.

Avec la question des rythmes scolaires, en ce qu'elle touche nos conditions de travail, mais aussi notre niveau de vie, **nous sommes au cœur de la contestation qui s'organise**.

Nous devons entretenir et accroître le rapport de forces que nous avons réussi à instaurer. C'est pour cela qu'il nous faut **enfoncer le clou de la mobilisation, et d'ores et déjà nous préparer à faire grève pour obtenir satisfaction**.

Le prochain rendez-vous de mobilisation est fixé au **vendredi 16 février 12h30, pour l'audience avec le maire. A vos casseroles, objets sonores et slogans !**

Nous ne voulons plus être sous la coupe des mairies, non à la territorialisation de l'éducation, oui à la semaine de 4 jours, oui aux rythmes scolaires voulus par les enseignant.e.s !

On lâche rien !

Focus sur l'audience du mercredi 7 février :

Le rassemblement d'hier a poussé la mairie qui n'avait pas répondu à la demande d'audience à nous recevoir. Vincent Boivinet est principalement intervenu lors de l'audience. D'une position relativement fermée au début, à la question "Est-ce qu'on peut dire à nos collègues que la mairie n'envisage pas de revenir à 4 jours?" la réponse de la directrice de cabinet a été que c'était " Très binaire comme question " (?).

V. Boivinet a alors répondu :

"Ça va être très simple : on n'est pas partisans d'une décision autour d'une table. On peut pas décider comme ça de passer de 4 à 4,5 jours (SIC!).

Si on décidait de repartir sur un changement des rythmes scolaires ça se ferait à minima dans les mêmes conditions que la dernière fois. (...) Et c'est pour nous une ingénierie technique qui prend du temps et si vous voulez qu'on vous annonce dans 2 mois qu'on va prendre la décision de repasser à 4 jours... "

Donc on peut effectivement parler d'une inflexion dans sa position. Ça ouvre une porte.

D'autant que nous avons clairement posé une grève pour le retour à 4 jours dans le paysage, ce qui inquiète la mairie.

Comme dit l'article de Sud-Ouest, le maire croyait "clôre la demande récurrente de débat". Nous avons par cette action, mis un pied dans la porte.

Il faut donc continuer à enfoncer le clou, en continuant à entretenir et amplifier cette mobilisation.

La dynamique permise par ce premier rassemblement est encourageante, poursuivons la, et il nous faudra être au moins aussi nombreux le 16 !